



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU TARN

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
Unité territoriale Tarn-Aveyron

Arrêté de mise en demeure du - 3 SEP. 2014
concernant une carrière d'ardoises exploitée par la SARL *Ardoisière de Dourgne*
au lieu-dit *Limatgé* sur le territoire de la commune de Dourgne

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;
- Vu le décret du Président de la République du 31 juillet 2014 portant nomination de M. Thierry GENTILHOMME en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé TOURMENTE, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27 décembre 2004 à la SARL *Ardoisière de Dourgne* pour l'exploitation de la carrière d'ardoises du lieu-dit *Limatgé*, sur le territoire de la commune de Dourgne ;
- Vu le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 2 juin 2014 ;

Considérant que l'examen du plan d'exploitation de la carrière susvisée, dont la DREAL a reçu une copie, permet de conclure à un non respect du périmètre autorisé, notamment en zone sud-ouest du site ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL *Ardoisière de Dourgne* de respecter les dispositions de l'article CE 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2004 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

arrête

Article 1^{er} - La SARL *Ardoisière de Dourgne* est tenue de respecter les dispositions de l'article CE 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2004, rappelées ci-dessous :

Les bords supérieurs de l'exploitation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de la zone autorisée.

Article 2 - La SARL *Ardoisière de Dourgne* est tenue de remettre en état les zones indûment exploitées au sud-ouest du site par un talutage des fronts avec des stériles d'ardoise qui seront recouverts de terre végétale.

Article 3 - L'exploitant devra satisfaire aux articles 1 et 2 ci-dessus dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ci-dessus ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par l'article 3, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'exploitant encourt les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture du Tarn et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) - inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la SARL *Ardoisière de Dourgne*, et dont une copie est déposée à la mairie de Dourgne pour être communiquée à toute personne qui en ferait la demande. Une copie de cet arrêté est transmise pour information au sous-préfet de Castres.

Albi, le - 3 SEP. 2014

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Hervé TOURMENTE

Délais de recours : Le présent arrêté peut être déféré par l'exploitant au tribunal administratif de Toulouse - 68, rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 Toulouse cedex 7, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.